Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Passivité

La « gouvernance » est en train de forger un nouveau concept : le « citoyen passif-complice ».

Le 22 mai, présentant son anti-plan pour les banlieues, Emmanuel Macron déclare que « tout le monde est acteur de la protection collective. Quand on refuse de mettre un terme aux violences dans son quartier, on en devient en quelque sorte complice ». Le 26 mai, au soir de la « Marée populaire », le ministre de l'Intérieur avertit : « si demain on veut garder le droit de manifester, qui est une liberté fondamentale, il faut que les personnes qui veulent exprimer leurs opinions puissent aussi s'opposer aux casseurs et ne pas, par leur passivité, être complices ».

Ainsi, le sexagénaire et la mère de famille sont complices des voyous de leur quartier s'ils n'osent les affronter à mains nues ! Et complices encore s'ils manifestent sans oser disperser des trublions casqués et armés ! L'État se défausse de sa responsabilité sur les citoyens et les accuse s'ils ne remplissent pas les fonctions dévolues aux policiers. Déclarées complices des coupables, les victimes n'ont d'autre choix que de vivre cloîtrées ou de créer des milices privées. Nous voici à l'extrême pointe de l'ultralibéralisme avancé.

Catalogne

Les raisons d'un divorce

Fonds de pension

Gagnants et perdants

p. 4

Italie

L'épreuve de force

p. 5

Du 29 mai au 11 juin 2018 - 48e année - Numéro 1146 - 3, 50 €

Les débuts de la crise

Après trois mois de tergiversations, de rebondissements et d'âpres négociations, le Mouvement Cinq Etoiles (M5S) et la *Lega* (ex-Ligue du Nord) ont réussi à se mettre d'accord, sur un programme de gouvernement et sur le nom d'un Premier ministre.

À son tour, Sergio Mattarella, le Président de la République, non sans avoir hésité, a fini par accepter – « avec réserve » – de nommer Giuseppe Conte au poste de Président du Conseil des ministres italien. Mais les difficultés ne font que commencer pour cet illustre inconnu novice en politique. D'abord, parce qu'il doit sa nomination à la nécessité pour Luigi Di Maio et Matteo Salvini, les deux chefs de file de cette coalition inattendue mais logique, de se neutraliser. Inattendue, car, outre le rejet de « la caste » et la volonté de restaurer la souveraineté du peuple italien, tout ou presque les oppose. Logique, car ce sont les deux grands vainqueurs du scrutin législatif du 4 mars et qu'ils détiennent ensemble la majorité dans les deux chambres.

Giuseppe Conte sera confronté à une autre difficulté qui consiste à mettre en œuvre un « contrat de gouvernement de changement » à la rédaction duquel il n'a pas été associé. D'autant plus que, en cas de divergences dans son interprétation, ce ne sera pas à lui que reviendra le soin de trancher, mais à un obscur « comité de conciliation ». Son rôle se bornera donc à être « l'avocat du peuple italien », comme il l'a lui-même déclaré à sa sortie du Quirinal (Élysée italien) où il venait d'être adoubé.

Le nouveau locataire du Palazzo Chigi aura, ensuite, à présenter au Président de la République, une liste de ministres qu'il n'aura pas lui-même conçue et qui fait l'objet d'une foire d'empoigne. Si l'arrivée de Di Maio à la tête d'un grand ministère du Travail et du Développement économique, et celle de Salvini à l'Intérieur avec une entière liberté quant à la définition de la politique migratoire, semblent acquises, la nomination de Paolo Savona pressenti pour occuper les fonctions de ministre des Finances parait compromise : ce dernier a désigné l'euro comme une « cage allemande », or Mattarella a déjà indiqué qu'il mettrait son véto, comme l'y autorise la Constitution, à la nomination de ministres eurosceptiques à des postes clefs.

Enfin, dans l'hypothèse où les protagonistes parviendraient malgré tout à se mettre d'accord, le nouveau gouvernement devra obtenir la confiance du Parlement. Cela ne sera pas une mince affaire, car, la coalition ne bénéficie que d'une majorité de cinq élus au sénat et comme la discipline n'est pas ce qui caractérise le mieux les parlementaires italiens, qui changent de groupe selon leur humeur, rien n'est joué. En cas d'échec, il restera à Mattarella la possibilité de convoquer de nouvelles élections.

Ces obstacles franchis, le gouvernement pourra œuvrer à la réalisation de son programme plébiscité à plus de 90 % par les militants des deux partis et approuvé, selon un autre sondage, par 60 % des Italiens, mais que Bruxelles, Berlin, Francfort et Paris ne trouvent pas vraiment à leur goût dans la mesure où il remet en cause les grandes orientations européennes de ces dernières décennies. Dans ses grandes lignes, il prévoit, sur le plan économique et social, la mise en œuvre d'une politique keynésienne de relance de la demande interne, par l'investissement public et privé et l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages, une réforme fiscale, un abaissement de l'âge légal de départ à la retraite, la création d'un revenu et d'une pension de citoyenneté… prenant ainsi le contre-pied des politiques d'austérité budgétaire imposées par Bruxelles. En matière d'immigration une véritable solidarité européenne est revendiquée ainsi qu'un retrait des règles de Dublin qui définissent le droit d'asile. Quant à la politique étrangère, le contrat de gouvernement envisage une renégociation des traités européens et préconise un rapprochement avec la Russie.

Si ce contrat est mis en œuvre, l'UE a de sérieuses raisons de s'inquiéter.

Nicolas PALUMBO

SOMMAIRE

P 1 - Cible : Passivité - P 2 : Italie : les débuts de la crise - P 3 : Université : Les oppressés imaginaires - Écho des blogs :Grève à la japonaise - P 4 : Fonds de pension : Qui gagne ? qui perd ? - P 5 : Caucase : L'expérience arménienne - P 6 - 7 :Catalogne : Les raisons du divorce - P 8 :Analyse : Macron à tempérament - P 9 : Idées : L'énigme Ponce Pilate - P 10 : Exposition : Mai 68 du côté du pouvoir - P11 : Brèves : Iran . Irak. Burundi . Népal - Actualités de la Nouvelle Action royaliste Première liste des souscripteurs pour 2018 - P 12 : Éditorial : L'homme fragile

Université

Les oppressés imaginaires

Après des blocages et des partiels annulés, les universités commencent à sortir la tête hors de l'eau. Plusieurs d'entre elles, comme Jean-Jaurès - à Toulouse - ont rouvert leurs portes.

Depuis plus d'un mois, des universités sont en proie à un incessant va et vient de blocages, de réouvertures, de votes surréalistes lors d'AG tenues par une minorité d'étudiants qui s'opposent aux réformes de Frédérique Vidal. À ce sujet, plusieurs points méritent d'être soulevés et devraient faire l'objet d'inquiétudes sérieuses. En premier lieu, le noyautage par l'ultragauche, comme *Le Figaro* l'a relevé après consultation d'une note du renseignement territorial : « Des militants de l'ultragauche, sans lien avec la sphère éducative, jouent les chefs d'orchestre pour attiser les tensions dans les universités. » Ce qui nous amène au second point : les *fake news* qui ont émaillé les blocages. On se souvient du témoignage mensonger de la jeune Leïla, membre de la France Insoumise qui avait déclaré avoir vu un étudiant dans le coma, tabassé par les forces de police.

Le Média s'était emparé du sujet, beaucoup trop heureux de trouver un témoignage lui permettant d'alimenter l'image manichéenne d'une oppression policière généralisée face à des étudiants martyrisés. L'affaire avait été portée si haut que les SAMU et hôpitaux parisiens avaient dû témoigner de l'absence d'un tel cas médical… En outre, les bloqueurs sont possédés par le féminisme le plus extrême et puritain mais aussi par les théories indigénistes racistes avec des réunions interdites aux personnes blanches et des règles de comportement rétrogrades entre les sexes sous prétexte de créer des « espaces sécurisants pour les femmes ». On reste aussi abasourdis devant le faible niveau intellectuel et la prégnance de l'idéologie, le tout couplé avec les actions des plus grotesques : fabrication de clitoris en pâte à sel, demande d'obtenir 15/20 sans passer d'examens… Ce méli-mélo de vide intellectuel combiné à la virulence des actions conduit Maxime Tandonnet à écrire sur son blog : « Être privé de la possibilité de passer leurs examens, par des groupuscules extrémistes barbares, à l'image du chaos français, est une souffrance, la souffrance d'une injustice qu'il est difficile d'exprimer. »

Indiana SULLIVAN

Écho des blogs

Grève à la japonaise

La grève perlée en cours contre la réforme de la SNCF a donné l'occasion à certains médias de diffuser des informations « orientées » telles que : « Les conducteurs de bus japonais font grève simplement en ne faisant pas payer les tickets aux usagers ». Une page *Facebook* « Mr Japanization » donne une réponse étayée et documentée.

Le rédacteur s'attache dans un premier temps à dépeindre la toile de fond sociale si spécifique à ce pays : « Tout d'abord, il faut remettre les choses dans leur contexte. Les Japonais ne font que très rarement grève. (…). Le diktat du travail sur leur vie est total et ce n'est pas pour rien qu'il existe ici des mots pour décrire la mort par le travail, les suicides liés au travail ou ces gens qui décident de disparaître soudainement. (…). Et ce cauchemar Orwellien (…) est le fruit des années d'après guerre, de l'occupation américaine et d'un capitalisme industriel imposé à toutes les sphères de la société. (…) ».

Puis il nous rappelle que « … les syndicats et mouvements sociaux ont été écrasés dans une extrême violence après les années 50-60, parfois même avec l'aide de la mafia japonaise. Depuis, les idées « sociales » peinent à trouver écho en société. C'est le règne absolu des idées « de droite » depuis plusieurs décennies : travail, croissance, patrie. Et forcément, (…) la grève est très mal perçue par tous. (…) Alors tout le monde reste dans le rang et ferme sa bouche en attendant de mourir. On pourrait toujours discuter sur le fond de la chose, le Japon est un pays merveilleux à bien des niveaux, mais une chose est certaine, la plupart des Japonais ne transpirent pas le bonheur. Les salariés et travailleurs précaires principalement. (…). Donc prendre le Japon en exemple pour parler de grève, c'est pas honnête. »

Enfin, il en vient au cœur du sujet : « Non, faire grève en offrant des transports en commun gratuits n'est pas courant au Japon. Les médias font référence à un cas très précis, dans la ville de Okayama. Au Japon, toutes les compagnies de transport sont privées. Une nouvelle compagnie locale est venue leur faire concurrence (…). Et cette nouvelle ligne de bus est moins chère ! Les chauffeurs de la compagnie A ont décidé de rendre les trajets gratuits pendant QUELQUES HEURES en guise de « protestation » symbolique contre l'arrivée du concurrent. On ne parle pas de recul des droits sociaux, mais d'une guerre économique entre deux compagnies privées. Ceci ressemble surtout à un coup de communication magistral pour la compagnie A. Des revendications ? Pas vraiment. Un rejet du capitalisme au Japon ? On en est loin, mais vraiment très loin. (…). Ce cas particulier, qui ne repose sur aucune réelle revendication sociale (…), a été galvaudé, sorti de son contexte (…). Non, les Japonais ne font pas grève en rendant les trajets de bus gratuits ! »

Loïc de BENTZMANN

Qui gagne ? Qui perd ?

Bruno le Maire veut confier votre vieillesse à ses petits camarades des fonds de pensions et des assurances. Voici ce qui se cache derrière un tel projet.

Quelques notions, pour comprendre. La branche vieillesse de la Sécurité sociale, c'est :

- 113,3 milliards d'euros cotisés par vos salaires bruts ;

- 115,4 milliards d'euros dépensés pour 11 millions de retraités. Moyenne reversée : 10 454 € par retraité (871 € mensuels, sur lesquels Emmanuel Macron demande de se serrer la ceinture !) ;

- des frais de fonctionnement : 500 millions d'euros environ (pour 13 000 salariés, et un salaire mensuel moyen brut de 2880 €) ;

- une masse salariale représentant 4,4% des cotisations ;

Les montant des locations d'immeubles divers sont négligeable par rapport à la masse gérée.

Un système par capitalisation type fond de pension, cela signifie :

- 100 € cotisés pour 150 € de retour promis, mais dans la réalité souvent nettement moins (environ 92 €) et parfois 0€ reversés. En effet, après la crise de 2008, la moyenne reversée aux retraités US était de 50% de leur mise initiale. Certains ont tout perdu, d'autres percevaient encore 75% de leur apport. Bilan : beaucoup sont retournés travailler à 70 ans passés !

- des frais de fonctionnement : nébuleux. On ne sait pas dans le volume des frais ce qui va au réel fonctionnement (salaires des employés) et ce qui va aux primes des dirigeants des fonds.

Dans un fond de pension lambda, vous misez 100 sur 25 ans, soit 2500 sur l'ensemble de la période. En réalité vous commencez à miser 100 et vous miserez 164 en année 25 à cause de l'inflation (ici à 2% l'an), ce qui constitue un sacrifice important de revenu quand le salaire ne suit pas l'inflation.

L'affichage marketing du fond vous promet de récupérer environ 129% (cas d'un PERP). On vous parle donc de récupérer votre somme initiale (+ 29 %), sans tenir compte de l'échelonnement des versements et intérêts. Vos 2 500 deviennent 3225 que l'on vous reverse, soit en capital, soit en rente sur les 30 années théoriques qui vous restent à vivre. Ce qui ferait 129 par an. Mais il y a toujours un nouveau calcul, ajusté de l'espérance de vie : l'État annonce toujours un allongement de la durée de vie, ce qui fait recalculer à la baisse vos rentes. Pourtant en regardant vos conditions de vie (baisse de la couverture médicale etc.), votre espérance de vie réelle est en baisse. Donc vous vivrez moins alors que le fond vous reverse moins !

Pendant ce temps, pour 100 € versés (en euros constants) fois 25 ans (soient 2 500 €), les *traders* de la compagnie vont au pire en tirer 15% d'intérêts par an. Cela représente sur 25 ans environ 24 471 € soit près de 10 fois vos versements si le fond suit l'évolution du CAC40 sans prendre de risques ! Si les *traders* sont chanceux, ils miseront sur les plus grosses variations des indices. Pour information, la variation moyenne de l'indice CAC 40 est de 0,33% entre début et fin de séance quotidienne fois 220 jours ouvrés. Dans notre exemple, les *traders* ne changeront de position que 1 fois sur 10 cotations à 1,2% de gain chacune. Ce qui donne, en comptant 22 positions à 1,2% gagnantes par an, une somme de 305 771 €. Soit un rapport de 1 à 122 ! Bien entendu les *traders* perdent souvent mais ça donne une idée de ce qui se passe avec vos cotisations, des rentes possibles du fond, de vos rentes réelles au final et surtout des risques insensés à prendre pour y parvenir.

Résumons-nous : le fond prend vos cotisations, il réalise des gains moyens entre 10 et 122 fois votre apport. Il vous reverse en moyenne 1,05 fois cette somme diminuée des frais d'assurance (12%), soit 0,92 net.

Une fois la première émotion passée, les ratios vous montrant que vous servez de dindon à nantir des cravates, on peut tout de même trouver son compte dans ce système pour peu qu'on touche les 150 promis initialement. Ca arrive parfois… pendant un certain temps seulement. Pourquoi seulement pendant un certain temps ? Parce que pour tenir ce taux de reversement, le fond exige une croissance de l'économie réelle de 15% l'an, ce qui, à moins de n'avoir que des « Einstein » aux bureaux « stratégie-méthodes » des entreprises, est infaisable sur la durée car cette exigence de rendement entrainera mécanisation et robotisation accrue avec moins de salariés. Bilan : si moins de salariés peuvent consommer, la crise de débouchés arrive tandis que l'indice boursier s'envole…avant de s'effondrer.

Ce type de capitalisation ne peut donc que subir des réajustements (doux euphémisme pour dire « krachs boursiers »). Et le réajustement peut être brutal : on passerait d'une estimation haute de 305 771€ (notre exemple) à un recalage sur le réel à 2 965 € (la croissance réelle sur ce dernier siècle est de 1,2% l'an, ce qui en tenant compte de notre apport de départ à 2500 € - versement échelonné - donne 2965 € au bout de 25 ans, soit un gain de 19% en 25 ans). Qui gagne quand tout va bien, et surtout qui perd systématiquement en cas de réajustement ? Au fait, le prochain krach est pour quand ? Nous aurons sûrement l'occasion de vous en reparler.

Julien LOVATTO

L'expérience arménienne

Européenne et asiatique à la fois, l'Arménie, république ex-soviétique, entend combiner sa « révolution » démocratique avec le maintien dans l'orbite russe.

La petite république d'Arménie, indépendante depuis 1991, ne pouvait rester qu'un satellite de Moscou. Enclavée, entourée d'ennemis héréditaires qui le sont toujours, turc, azeri, géorgien, isolée dans ses montagnes caucasiennes, elle vit grâce au gaz russe et doit sa survie aux gardes-frontières russes. La diaspora arménienne occidentale ne la connaissait guère jusqu'à tout récemment. Dits orientaux, ces Arméniens avaient vécu sous l'Empire russe depuis le XVII[e] siècle, coupés de leurs cousins de l'Empire ottoman. Contrairement à ces derniers, ils n'ont pas été victimes du génocide même s'ils sont les gardiens du mémorial. Ils avaient même joui de positions avantageuses au sein de l'URSS à son apogée.

Depuis l'indépendance, elle fait partie de toutes les organisations eurasiatiques mises sur pied dans l'espace de l'ex-URSS. En même temps, elle fait partie du Conseil de l'Europe et avait signé un accord d'association avec l'Union européenne. Le départ de l'équipe dirigeante qui gouvernait le pays au moins au cours des dix dernières années et son remplacement par un candidat de l'opposition « citoyenne » par une sorte de coup d'Etat civil s'imposant au Parlement furent certes mouvementés entre la mi-avril et le 8 mai. Les événements ont été suivis avec attention à Moscou mais ils ont été pacifiques. Ils n'ont pas impliqué d'agent extérieur. Bruxelles et les capitales occidentales se sont prudemment abstenues de tout commentaire et a fortiori d'ingérence. S'il n'y a en effet aucun rejet de la Russie – la langue russe est toujours la première langue enseignée - et encore moins de la personne de Poutine, largement admiré en Arménie, il existait une profonde frustration populaire qui s'exprimait notamment par rapport à l'époque soviétique. La population urbaine continue de vivre dans des immeubles vétustes datant surtout des époques Khrouchtchev et Brejnev. Ce n'est pas un hasard si le mouvement est parti de Gyumri, la ville du Nord dévastée en 1988 par un violent tremblement de terre qui a tué la moitié de la population. La reconstruction est toujours en cours trente ans plus tard ! Si ce système s'est perpétué, c'est bien qu'un post-soviétisme avait succédé au soviétisme. Les générations arrivées à la majorité avant 1990 peuvent encore dater l'évolution. Les suivantes qui n'ont rien connu d'autre demandent des comptes. Elles étaient partagées entre résignation et désir d'émigration. Elles furent au creuset de la révolution. Elles sont désormais au gouvernement. Le porte-parole du mouvement, 29 ans, est l'un des vice-premier ministre. Le ministre de la diaspora a 28 ans.

Comment définir ce monde qui ne ferait plus référence au passé ? Une Arménie qui ne soit pas qu'un musée, un sanctuaire, une terre des ancêtres, dont ses habitants ne seraient que les gardiens, une Arménie qui aurait « passé » le cap de la révolution de 1917, l'éphémère république indépendante (1918-1920) dont le centenaire tombe ce 22 mai, la guerre civile, la république soviétique et la post-soviétique ? Comment du passé faire table rase et repartir à zéro ?

Le nouveau premier ministre, Nikol Pachinian, 43 ans, appartient à la génération qui a atteint sa majorité après la chute de l'URSS. Il a combattu dans la guerre qui avait aussitôt opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan. Il a commencé son opposition politique en se faisant le porte-parole des revendications de ces combattants, la plupart de simples conscrits. On peut penser qu'un de ses objectifs sera la reprise du processus de négociations dit de Minsk sur la question du Haut-Karabagh – actuellement Etat arménien séparé auto-proclamé – qui obère le budget démesuré de la Défense. La France exerce la présidence de ce groupe au sein de l'OSCE.

L'idée est de sortir la petite Arménie de son environnement étouffant sans pour autant que la Russie y perde un allié et un soutien régional et international. Seule route terrestre entre la Russie et l'Iran, l'Arménie conserve pour l'avenir un rôle stratégique éminent. Cela doit être un jeu gagnant-gagnant et non un jeu à somme nulle. L'Occident n'a rien à gagner dans ce territoire exigu, si ce n'est à créer artificiellement un problème sur le corps de l'ours russe qui n'en a cure. L'Arménie n'est pas l'Ukraine, ni même la Géorgie. Les Arméniens ex-soviétiques en sont encore à découvrir l'Europe qui les a si longtemps ignorés. Se sentir plus européens ou mieux reconnus en Europe les aiderait à transcender leur passé et surtout à améliorer leur présent.

Le ministre de la Défense a représenté son pays à l'OTAN à Bruxelles ; le ministre des affaires étrangères a fait toute sa carrière dans les organisations internationales, à Genève, à Strasbourg, à New-York. Il a négocié l'accord d'association avec l'UE. La volonté est bien d'occuper tout l'espace disponible entre la Russie et l'Occident et si possible de l'élargir si les deux partenaires le veulent bien. Sur 30 000 km2, c'est une expérience à suivre.

Yves LA MARCK

Les raisons du divorce

Christophe Barret est directeur politique adjoint de *Royaliste*. Déjà auteur d'un essai remarqué sur Podemos, il publie aujourd'hui « La guerre de Catalogne » (éditions du Cerf). Nous avons demandé à notre camarade de nous éclairer sur une crise qui semble devoir s'inscrire dans la longue durée et qui prend à témoin les Européens.

Pourquoi passer de Podemos à la Catalogne ?

À priori, en effet, il me semblait difficile de présenter les derniers développements de cette crise aux Français. Nombre de spécialistes s'y sont intéressés, bien avant moi (1), et j'ai du me résoudre à me mettre au catalan – au moins pour le lire ! Mais mon enquête sur Podemos m'avait ouvert quelques portes, qui m'ont naturellement conduit à Barcelone. Il ne faut pas oublier que la région autonome de Catalogne est l'une de celles où le parti de Pablo Iglesias a réussi ses meilleurs scores, aux dernières élections législatives. C'est aussi là, nous a très tôt dit l'historien et chercheur Xavier Casals, qu'on a pu observer la naissance d'un nouveau populisme espagnol (2). Pour moi, le terme n'est pas un gros mot, puisqu'il permet de décrire un phénomène qui est maintenant presque la norme, en Europe. Íñigo Errejon, le plus brillant dirigeant de Podemos, le rappelait il y a peu, sur le site du *Figarovox* (3). J'ai donc commencé mon enquête en allant voir des militants, des élus ou des proches de Podemos.

Qui d'autre as-tu rencontré ? Quelles ont été tes sources ?

Bien sûr, des militants indépendantistes. Notamment des personnes qui ont participé à l'organisation du référendum illégal du 1er octobre 2017, prêts à tenter l'expérience de la clandestinité pour continuer leur combat, et qui se sont finalement retrouvées seules après que les principaux initiateurs du *procés* se sont retrouvés en prison ou en « exil ».

Le prétendu « processus de déconnexion de l'Espagne» a été engagé à la légère. Et, surtout, en se fondant sur une idée fausse de ce que pourraient imposer les autres Européens à la vue des violences policières commises par les autorités espagnoles et dont témoignent aujourd'hui plusieurs films documentaires. L'Europe des droits de l'homme, selon mes interlocuteurs, n'aurait pu qu'imposer la sécession de la Catalogne à l'Espagne, devant une manifestation pacifiste d'une ampleur à laquelle personne ne s'attendait. Mais, comme le dit l'un des meilleurs chroniqueurs qui ait émergé pour commenter au quotidien sur les réseaux sociaux la crise, Andreu Claret, l'Union Européenne n'a qu'un seul souci immédiat : la stabilité politique.

Quel rôle peut jouer l'UE ?

Pour moi, aucun. Essentiellement parce que nous parlons d'une union d'États souverains – quoi qu'en pensent certains souverainistes… – et que, dans ce contexte, l'État espagnol ne fera aucune concession.

Pour revenir à mes sources, je doit aussi citer quelques premiers témoignages ou très courts essais publiés par quelques acteurs politiques des événements, dans le contexte de l'élection d'un nouveau Parlement de Catalogne et d'un nouveau président de la Généralité. L'un des plus intéressants est celui écrit par Joan Coscubiela, qui a pris sa retraite politique à l'occasion de la dissolution du Parlement de Catalogne. Il était l'un des chefs de file de ceux qu'on a appelé les « équidistants », dans l'assemblée, et qui s'était insurgé, en décembre 2017, contre le non-respect des droits de la minorité parlementaire par la majorité indépendantiste, reconduite depuis. Son esprit peut être décapant, notamment à l'heure de critiquer l'hypocrisie d'Ada Colau, maire de Barcelone, qui refuse de se prononcer sur la crise du modèle territorial espagnol, que révèle la crise catalane. Son agenda municipal semble être, pour elle, le plus important.

Quoi que l'on pense d'eux, il faut donc aussi s'intéresser aux élus de Ciudadanos - *Ciutadans*, en catalan. Ce parti, qui est sur le point de passer devant le Parti Populaire (PP), à la droite de l'échiquier politique, est justement né en Catalogne. Les indépendantistes aiment à le caricaturer en parti néo-fasciste. Il est vrai que le sentiment national espagol fût confisqué par le franquisme... Aujoud'hui, cependant, Ciudadanos utilise l'argument européen pour plaider en faveur de l'unité de l'Espagne. En fait, l'UE est au cœur d'une guerre des représentations et des affects, qui s'enracine aussi dans un terreau typiquement espagnol.

Tu n'es pas tendre avec la droite espagnole…

Sans aller jusqu'à qualifier la droite espagnole de « franquiste », comme le font certains, on se doit tout de même de dénoncer son arrogance. Cette arrogance ne peut que la rendre suspecte. Imaginez-donc… Alors que Carles Puigdemont prenait la direction de la Belgique, au lendemain de l'annonce de l'application de l'article 155 de la Constitution espagnole – qui transfère les compétences des consellers du gouvernement de la Généralité à ceux du gouvernement central, le secrétaire-adjoint à la communication du PP, Pablo Casado, est allé

Manifestation en faveur des « prisonniers politiques », le 11 mars, à Barcelone.

jusqu'à déclarer que le sort du président fugitif pourrait bien être le même que celui de Luís Companys qui déclara l'indépendance en 1934 et finît fusillé par les franquistes en 1940, après un exil en France… Plus grave, Carlos Jiménez Villarejo - par ailleurs fédéraliste de gauche et farouche opposant de l'indépendance de la Catalogne -, ancien procureur anti-corruption d'Espagne, avait dénoncé il y a quelques années, dans un ouvrage, l'impunité encore promue par la Justice de son pays vis-à-vis des crimes commis par le franquisme (4). Alors que le gouvernement de Mariano Rajoy fait justement preuve de ce qu'une ONG anglo-saxonne appelle un « légalisme exacerbé », on ne peut que dénoncer le fait que de l'huile soit ainsi inutilement jetée sur la braise.

Quelles sont les causes profondes de la crise ?

Un militant proche de la mouvance des équidistants m'a dit un jour dit que l'indépendance était devenue « le seul objet politique identifié ». Effectivement, l'indépendantisme, durant des années, n'était pas particulièrement menaçant pour l'unité de l'Espagne. La crise économique, à partir de 2008, a fait basculer le pays dans ce « moment populiste » que j'ai déjà évoqué. Les élites politiques traditionnelles ont été discréditées tandis qu'un immense déni de démocratie était commis : la censure, en 2010, par le Tribunal constitutionnel espagnol d'un nouveau statut de la Catalogne pourtant déjà adopté localement par un référendum. Aucune médiation efficace n'a pu, dès lors, être mise en place. Si l'on regarde plus loin, dans l'histoire, on voit aussi que les institutions de la Généralité de Catalogne peuvent se prévaloir d'une antériorité sur celles de la démocratie espagnole actuelle. En 1977, alors que la nouvelle Constitution n'est pas encore adoptée, le président en exil de la Généralité, Jospe Tarradellas, rentre à Barcelone pour négocier avec Adolfo Suarez la restauration des institutions traditionnelles de la Catalogne. À l'époque, on préfère avoir affaire à lui plutôt qu'aux communistes…

Le roi n'a rien pu faire ?

Rien pu, ou rien voulu ? Comme royalistes, nous devons nous poser la question. Quitte à en faire bondir certains, je dirais que sur cette question de l'arbitrage et de la modération – principes posés dans la constitution espagnole de 1978 – les critiques les plus constructives me semblent venir de deux républicains convaincus : Pablo Iglesias, fondateur de Podemos, et Ada Colau. Le premier s'est étonné du fait que Juan-Carlos Ier n'ait pas, dès 2010, saisi l'importance du fossé qui se creuse entre deux légitimités : celle, historique, du gouvernement de la Généralité de Catalogne, et celle de la Justice. La maire de Barcelone a critiqué la dureté du discours du roi prononcé le 3 octobre 2017, deux jours après le référendum. Alors que celui-ci venait de dénoncer une « déloyauté inadmissible envers les pouvoirs de l'État », Ada Colau a dit au monarque puis répété à la presse qu'il y avait « différentes manières de défendre la Constitution ». Il est peut-être temps, pour Philippe VI, de montrer de nouvelles capacités d'adaptation de l'institution qu'il incarne, pour le bien de la *res publica*. Cela s'est vu dans à d'autres moments de l'histoire de la démocratie espagnole – en 1981, notamment, à l'occasion de la fameuse tentative de coup d'État du colonel Tejero – et d'autres démocraties en Europe. Encore faudrait-il que Philippe VI coupe ce qui semble bien ressembler à un cordon ombilical avec la droite.

Et maintenant, que va-t-il se passer ?

Au lendemain des élections de décembre 217, alors que la majorité indépendantiste était reconduite, on pouvait imaginer que la tension allait redescendre. Selon toute logique, les indépendantistes dont le seul objectif politique est l'instauration de la « République catalane » plébiscitée à l'occasion du référendum illégal du 1er octobre 2017, devraient marquer le pas et conquérir cette fameuse « majorité sociale » dont ils ne disposent pas encore au sein du corps électoral. Majoritaires en élus, ils ne le sont pas encore en voix. Mais ils se rendent compte aujourd'hui, face aux maladresses du gouvernement de Madrid, qu'il peuvent d'ores-et-déjà continuer le combat, dans trois directions : la défense des libertés individuelles des élus en prison ou à l'étranger, la promotion de leur cause à l'étranger et la défense de la légitimité de Carles Puigdemont à leur tête. Ce qui m'inquiète le plus, c'est que le divorce semble maintenant consommé et qu'il manque toujours un médiateur au coeur d'une situation exceptionnelle.

Propos recuillis par Sylvie FERNOY

(1) Cf. l'entretien de Cyril Trépier dans *Royaliste* n°1135

(2) Cf. *El pueblo contra el Parlamento*, Pasado & Presente, 2013

(3) Cf. son entretien du 30 mars 2018.

(4) Cf. *Jueces pero parciales. La pervivencia del franquismo en el poder judicial*, Pasado &

Macron à tempérement ?

Un an après l'élection d'Emmanuel Macron, analyser lucidement les raisons de son accession au pouvoir reste d'une actualité brûlante pour construire une opposition sérieuse à sa politique.

Dans *l'Esprit de la Vème République*, publié avant l'élection présidentielle, le professeur Philippe Raynaud avait diagnostiqué l'épuisement du système partisan bipolaire, né après le tournant de la rigueur de 1983 et la mort du programme commun de la gauche, qui avait conduit à un système plus consensuel mais moins intégrateur, la fameuse République du centre. Le rapprochement de l'offre politique des deux camps autour d'une synthèse entre marché et Etat et leur ralliement à l'idée européenne avaient cependant mécontenté les extrêmes, frustré le centre, et abouti à de nouvelles fractures.

Reprenant les mêmes grilles d'analyse, Philippe Raynaud déroule dans son nouveau livre (1), la chronologie qui a abouti à l'élection d'un chef d'Etat ouvertement partisan d'une politique européenne et libérale et à la défaite des populistes de gauche comme de droite.

Cette élection a confirmé la vitalité de nos institutions. Reste à comprendre comment celui que l'on qualifiait de « bulle » - et nous en fûmes - ou de bébé Hollande s'est appuyé sur la crise des partis, qu'il n'a pas provoquée, pour se retrouver face à Marine le Pen au deuxième tour, position garantissant son élection à n'importe quel candidat.

Certes Emmanuel Macron a eu de la chance. Il a bénéficié à plein, outre le ralliement de François Bayrou, des primaires qui ont permis au Parti socialiste et à la droite de se suicider, prisonniers d'une logique institutionnelle implacable que Philippe Raynaud s'emploie à démontrer. On retiendra, car cela pèsera sur leur avenir, que les Républicains ont manifesté une singulière pauvreté d'analyse en s'imaginant que « la France n'avait jamais aussi été à droite ». Quant au PS, il a préféré un candidat n'ayant aucune chance d'être élu à celui qui lui aurait assuré une défaite favorable, s'offrant une déroute dont les raisons se réduisent à « l'épuisement de l'équivoque mitterrandienne, qui cultive une identité de gauche intransigeante pour le mettre au service d'une politique modérée, et la décomposition de la culture gouvernementale de la gauche ».

Mais Emmanuel Macron a surtout compris, contrairement à ses concurrents, qu'on allait vers une crise majeure due à l'épuisement des deux grands partis et à la montée du Front national.

Au lieu de tenter de gagner les électeurs modérés et de transcender le clivage droite-gauche, conformément à la logique du scrutin majoritaire, il a proposé un projet susceptible « en même temps » de séduire le noyau central des électeurs des deux camps en s'appuyant sur ce qui les rapproche et en leur offrant une perspective de « renouveau ».

On a moqué le candidat Macron pour le titre de son livre «Révolution». Philippe Raynaud pense qu'il a bien retrouvé « quelque chose qui était au cœur de la Révolution française en 1789 ». A l'opposé des oppositions classiques entre la droite et la gauche définies par la question sociale, le clivage entre conservateurs et progressistes, entre la rente et l'innovation, que met en avant Emmanuel Macron « évoque plutôt une opposition entre des cultures ou des attitudes devant le monde qui semblèrent traverser toute la société ». On peut y voir « une tentative pour repenser les divisions françaises autour de quelque chose qui ressemble à la vieille opposition anglaise entre Whigs et Tories ».

A l'appui de cette stratégie, il y a aussi une réflexion profonde sur la nature du pouvoir et sur les difficultés propres de la politique française. Au cœur du projet de Macron, il y a un appel à un renforcement de l'efficacité gouvernementale et de la puissance étatique, qui se traduit, dans l'exercice de la présidence, par une verticalité du pouvoir.

Maintenant qu'elle est mise en œuvre, cette conception de la manière de gouverner nous conduit à interroger l'avenir. Philippe Raynaud nous rappelle que « Jupiter, n'est pas un dieu monothéiste : il règne sur un Panthéon riche et divers », avant de conclure : « le pouvoir présidentiel est peut-être jupitérien mais la politique démocratique est polythéiste ».

Les oppositions droite-gauche n'ont en effet pas disparu avec l'effondrement des partis. Les effets à long terme dépendront de la manière dont les Insoumis et les populistes vont s'adapter à la nouvelle configuration issue de l'élection de 2017 et de la formation du nouveau système partisan dont la structure dépendra de la future loi électorale.

Philippe Raynaud ne cache pas, tout en manifestant un certain scepticisme, son souhait de voir se réaliser des réformes qui lui paraissent nécessaires. Nous ne le suivrons pas sur ce point. Mais cela n'enlève rien à l'intérêt de ce petit livre dense, écrit d'une plume alerte, dont la lecture nous semble indispensable.

Laurent LAGADEC

(1) Philippe Raynaud, *Emmanuel Macron : une révolution bien tempérée*, Desclée de Brouwer, janvier 2018

L'énigme Ponce Pilate

L'étrange docteur Paul-Louis Couchoud (1879-1959), qui développait la thèse de non-existence historique de Jésus-Christ, n'en affirmait pas moins tout son intérêt pour le contenu du Credo chrétien, à une réserve près : que l'on retire la mention de Ponce Pilate. En effet, le seul nom du préfet, représentant de l'autorité de Rome en Judée, signifiait une inscription dans l'histoire qu'il ne pouvait pas admettre, dès lors que pour lui Jésus était un personnage mythique, son mythe renvoyât-il à la plus admirable des mystiques. Est-ce pour cette raison que les Pères du concile de Constantinople (381) avaient cru nécessaire de faire entrer Pilate, justement, dans le Credo ? Dominique Decherf nous le donne à penser, lorsqu'il marque l'importance de « l'insertion de Jésus dans le temps historique qui est en même temps un espace, celui de l'Empire romain qui rétrospectivement – n'oublions pas que nous sommes au IVe siècle, fait figure d'empire universel, notamment le règne fondateur d'Auguste. » Et, tel Jean Guitton face à Couchoud, il voit bien que sans cette référence historiquement prouvée « le Credo risque de n'être plus qu'une fable éthérée, un enfilage de "mystères" pour initiés, une série de dogmes théologiques parfaits à force d'abstractions, une vérité géométrique ».

Ponce Pilate est donc un repère incontournable pour le christianisme, mais aussi pour l'histoire universelle, « point fixe d'un monde en mouvement, point repos d'un monde qui tourne » (T.S. Eliot). Mais il n'est pas que cela, il pose à la conscience humaine une question sans fond, qui a retenti particulièrement dans l'esprit du diplomate Dominique Decherf, confronté aux deux immenses tragédies que constituent la Shoah et le génocide rwandais : « Deux points forts ont structuré ma carrière diplomatique, Jérusalem dans les années 1980, Kigali dans les années 2000. À vingt ans de distance, Yad Vashem et Gisozi, deux musées d'un génocide.» Certes, Pilate n'est pas responsable d'un génocide, mais il est associé à un drame d'un tel retentissement qu'on est obligé de revenir sans cesse sur son exemple : « Ce qui fait problème dans le cas de la Passion, génocide d'un seul, n'est pas tant l'attribution des responsabilités comme on l'a longtemps bataillé entre Juifs et Romains, mais la connivence. »

Connivence entre Caïphe le grand prêtre du temple de Jérusalem et le représentant de Rome. N'est-ce pas le premier qui avait proféré cette phrase lourde de conséquences : « Il vaut mieux qu'un seul homme meure que tout le peuple.» Or, c'est sans doute l'argument essentiel qui avait taraudé Pilate. Dominique Decherf imagine le dialogue entre les deux hommes, qui avait dû précéder de plusieurs semaines l'arrestation de Jésus. L'intention de Caïphe est de faire parapher par l'autorité romaine la décision de l'autorité du Temple : « Pilate n'était plus en repos. Il n'allait pas pouvoir dormir tranquille. Il voyait ce que Caïphe comptait faire. Mais il n'en mesurait pas toutes les conséquences. À ce stade, il n'y avait donc ni collusion, ni complicité, ni complaisance, mais connivence. Jusqu'où ? Chacun en débat encore à ce jour. »

On perçoit ainsi qu'il n'est pas question de faire retomber directement sur le préfet la responsabilité d'un crime immense. Pour beaucoup, et même dans la mentalité populaire, le nom de Pilate est synonyme de lâcheté. C'est l'homme qui s'est lavé les mains pour s'exonérer de la mort du Juste. Mais Dominique Decherf considère son cas à l'aune de la charge qui repose sur les épaules d'un haut fonctionnaire confronté à une situation aux conséquences imprévisibles. En l'occurence, Pilate est bien aux prises avec une affaire « pour laquelle il n'y a pas de clé, pas d'instruction, pas de modèle, qui n'est pas prévue dans les manuels qu'il a étudiés ». Pourtant, n'est-il pas investi de la puissance de Rome, qui l'autorise à traiter le cas d'un agitateur nazaréen sans trop d'embarras ? Eh bien non, en l'espèce, la démesure joue en sa défaveur. Pour reprendre le titre du célèbre roman d'Arthur Koesler, c'est le zéro en face de l'infini, mais malheureusement ce n'est pas le représentant de Rome qui endosse la charge de l'infini !

Qu'en est-il alors de sa culpabilité ? Simple rouage de l'administration, peut-il être exonéré alors que l'accusation est sur toutes les lèvres et son exemple est invoqué dans les causes les plus graves. Dans son essai fameux Eichmann à Jérusalem, Hannah Arendt titre un de ses chapitres : « La conférence de Wannsee ou Ponce Pilate. » Mais Eichmann lui-même avait revendiqué le patronage : « C'est alors que j'ai eu l'impression d'être une espèce de Ponce Pilate, car je ne me sentais absolument pas coupable. » En 1992, traitant du drame bosniaque, Jacques Julliard titre son commentaire « Morts sous Ponce Pilate » et il rappelle qu'on a oublié le nom des bourreaux du Christ pour ne se souvenir que d'un seul magistrat responsable. Que s'était-il vraiment passé dans la conscience du premier intéressé ? Son scepticisme métaphysique ne s'opposait pas à sa déontologie de serviteur de l'Empire. Faut-il lui attribuer ce détachement professionnel qui convient à sa fonction avec cette absence de sensiblerie excessive et une sagesse toute cicéronienne ?

Dominique Decherf s'est emparé de la vaste littérature qui concerne son héros. Rien ne semble lui avoir échappé. J'ai noté l'attention particulière qu'il porte à un très grand roman *Le Maître et Marguerite* de Serge Boulgakov. Quiconque l'a lu n'a pas manqué d'être impressionné par la force évocatrice des scènes qui concernent la rencontre du procurateur romain et de Jésus. Le peu de données que nous avons concernant la personnalité de Pilate n'a pas empêché les développements d'une imagination sollicitée par le caractère unique de ce qui s'est déroulé à Jérusalem. Mais Dominique Decherf est surtout attiré par la dimension politico-transcendentale de ce moment historique, qui est celui de la confrontation de Rome et du christianisme. C'est son maître Pierre Boutang qu'il retrouve ainsi pour poser la question essentielle de la modification du pouvoir dans un sens évangélique : « Entre la puissance et la faiblesse, n'est-il pas possible d'imaginer un troisième terme, une autre manière de faire de la politique, d'être au monde sans être du monde pour reprendre les termes johanniques ? »

Ce qui est certain, c'est que les terribles défis qui sont ceux de l'époque contemporaine imposent de repenser sans cesse cette confrontation de l'Empire et de la faiblesse désarmée.

Gérard LECLERC

Dominique Decherf, *Ponce Pilate mon frère*, France-Empire.

Mai 68 : du côté du pouvoir

Aux Archives nationales, l'exposition « 68 : les archives du pouvoir » propose de passer de l'autre côté du miroir et de découvrir la révolte étudiante et ouvrière vécue par le pouvoir en place. Passionnant et salutaire.

À tous ceux qui seraient tentés de penser : « Encore une actualité liée à mai 68 ! », détrompez-vous. L'exposition « 68 : les Archives du pouvoir », organisée par les Archives Nationales propose un angle méconnu des événements de mai et juin de cette illustre année en se mettant à la place du pouvoir en place. En tout, 400 documents et pièces sont dévoilés, ce qui constitue une mine d'or d'informations et une technique éclairante pour mesurer l'ampleur du phénomène (10 millions de grévistes). L'exposition est d'autant plus originale qu'elle est constituée d'un parcours chronologiquement ciblé autour de dix dates. Bien pratique pour ceux – et ils doivent être nombreux - qui auraient oublié leurs leçons ! Qui se souvient, sinon les concernés, que Mai 68 n'est pas un événement si soudain ni brutal, qu'un terreau fertile était déjà présent et que la grogne avait commencé dès février ? Les premières manifestations, visant à s'opposer à la réforme des règlements scolaire d'Alain Peyrefitte, ont lieu les 13 et 14 février. La faculté de Nanterre est bloquée le 22 mars.

Le cœur de l'exposition se situe évidemment en mai et juin, où chaque fait est accompagné d'une foule de pièces, comme par exemple des notes de la préfecture et des renseignements généraux. On se montre attentif à l'écoute de la vidéo du général de Gaulle qui a pris la parole dans une allocution le 24 mai 1968 où il livre sa lecture des événements et dit la nécessité de réformes. On découvre aussi des objets d'époque dans toute leur force symbolique, comme les hauts parleurs, les casques et les matraques des CRS, déjà mal-aimés.

Passionnante se révèle également la lettre d'une mère de famille qui condamne les blocages et accuse « 10 ou 15 meneurs » de créer un préjudice à « 50 millions de Français ». Elle ajoute : « Comment peuvent-il voir l'audace d'anéantir les préparations d'une année de travail des lycéens de la France entière ? » Des critiques qui trouvent une résonnance particulière aujourd'hui encore, puisqu'elles sont les mêmes que celles formulées à l'encontre des bloqueurs des facultés, à Lyon par exemple.

Toutefois, et c'est là sa grande qualité, l'exposition se montre impartiale, dépassionnée tout en ne cachant précisément rien des passions humaines qui ont agité la France. Les pro-mai 68 et anti-mai 68 sont tout autant mis en valeur. Aucune complaisance envers une partie ou une autre. Point appréciable : il est aussi rendu hommage à la grande manifestation du 30 mai, en soutien au général de Gaulle, qui a compté un million de personnes environ. Un événement presque oublié, très peu médiatisé et mis en exergue dans les décennies qui ont suivi malgré son ampleur. Dans l'exposition des Archives nationales, cette manifestation gaulliste revêt les traits d'une jeune femme prise en photo en train de marcher et de fixer l'appareil, drapeau français dans une main, laisse de son chien dans l'autre et sourire aux lèvres.

Un moyen de rappeler que tout le monde n'a pas été pro-mai 68 et que la France s'est retrouvée, à ce moment historique, scindée en deux autour de la personne du général de Gaulle. Car il ne s'agit pas seulement de la critique d'une politique et même d'une fracture générationnelle mais bien d'un rejet du général en tant que personne. Un tiraillement qui se ressent bien à travers les nombreux dessins de presse ou caricatures présentés. Charles de Gaulle est ainsi vilipendé à travers un dessin en noir et blanc où il est écrit : « La chienlit c'est lui ! ». Ses opposants estimaient que dix ans au pouvoir étaient une trop longue période. Mais le président de la République est aussi soutenu. On le voit par exemple dans un dessin en noir et rouge où « Pas ça ! Mais la réforme avec de Gaulle ! » est inscrit devant un tas de voitures et arbres brûlés.

Autre thème abordé : celui des médias. L'ORTF est attaqué pour son manque d'indépendance face au pouvoir. Les renseignements généraux sont aussi critiqués pour leur fichage de journalistes. On découvre des fiches individuelles sur Jean-Jacques Lebel (également artiste) ou Alain Jaubert.

On peut ajouter un mot sur l'exposition sur le site de Pierrefitte-sur-Seine qui nous fait connaître les voix de la contestation et les différents acteurs qui ont œuvré à la fixation de la mémoire et de mai 68 dans l'histoire de France. Professionnels du patrimoine, universitaires, militants, ont tous joué un rôle important dans la collecte et sauvegarde des témoignages, documents et archives.

I.S.

« 68 Les Archvies du pouvoir » une exposition à visiter jusqu'au 22 septembre, sur les deux sites des Archives nationales : à l'hôtel de Soubise (60 rue des Francs-Bourgeois) et à Pierrefitte-sur-Seine (ligne 13 : Saint-Denis-Université, à 50 m du métro)

Brèves

Iran, le 8 mai : Le prince Reza Shah II Pahlavi a temporisé sur la décision des Etats-Unis de se retirer de l'accord nucléaire en faisant remarquer sur son compte Twitter que « c'était la nature du régime » dont il fallait plutôt hâter la fin et éviter de « casser un accord » qui n'était pas une solution en soi. Le prince a de nouveau appelé les Iraniens à prendre leur destin en main.

Irak, le 15 mai : Le prince Sharif Ben Ali Hussein, prétendant au trône, candidat à la présidence irakienne ? C'est ce qu'affirme dans son édition le journal *NewSabah*. Cependant ses chances de l'emporter sont faibles : les candidatures à ce poste se sont récemment multipliées après les dernières élections législatives qui ont vu la victoire des radicaux shiites alliés aux communistes.

Burundi, le 17 mai : Les royalistes du Burundi divisés par le nouveau référendum qui proroge le mandat du président de Pierre Nkurunziza jusqu'en 2034. La princesse Esther Kamatari a condamné le référendum et accusé le président de vouloir « créer une nouvelle monarchie » alors que le Parti Monarchique Parlementaire de Guillaume Ruzviyo a appelé à voter oui.

Népal, le 21 mai : Un millier de monarchistes rassemblés pour accueillir l'ancien roi Gyanendra Bir Bikram Shah dans la ville de Birgunj. Selon la télévision népalaise, le monarque a reçu un accueil chaleureux alors que ses partisans ont récemment entamé une campagne en faveur de la monarchie sous le slogan « Raja Lao, desh bachao » (que le roi revienne et sauve la nation).

Frédéric de NATAL

Actualité de la Nouvelle Action royaliste

Première liste des souscripteurs pour 2018

Yves GARNIER : 50 € ; Alain JOUFFROY : 50 € ; Henri HOUZET : 150 € ; Pierre BOUQUET : 150 €; Marc SEVRIEN : 100 € ; Jean-Michel : DEJENNE : 80 € ; Serge CATTET : 20 € ; Arlette ROUDIL-GUICHARD : 25 € ; Robert SAUT : 100 € ; Jean-Pierre DAUVILLIER : 10 € ; Christian MERVEILLEUX : 50 € ; Jacques NIKONOFF : 100 € ; Philippe FERMON : 100 € ; Gérard BONHOMME : 20 € ; Bernard BARBICHE : 50 € ; Jacques DE MONNERON : 150 € ; Gabriel REICH : 50 € ; un lecteur de Paris : 100 € ; Éliane CHAPONIK : 50 € ; C. FERRAND BLAZER : 250 € ; François VIET : 50 € ; Philippe DELORME : 50 € ; Daniel SZTUL : 30 € ; Christophe BARRET : 200 € ; Jacques DE POULPIQUET : 50 € ; Luc de GOUSTINE : 100 € ; Marcel VEYRENC : 150 € ; Jacques LEFLAIVE : 50 € ; Martin HYBLER : 50 € ; Raymond CARDINALE : 50 € ; Jacques LAMBALAIS : 15 € ; Élisabeth de PUSY LAFAYETTE : 50 € ; Jacques BERNINEAU : 80 € ; Paul VAURS : 100 € ; Philippe PARISI : 30 € ; Max COIFFAIT : 20 € ; Marcel CONCHE : 50 € ; Jean-François PASQUIER : 120 € ; Alain BESSON : 50 € ; François TANNE : 100 € ; François FARDEAU : 65 € ; Louis BARRY DELONGCHAMP : 20 € ; Bernard SONCK : 80 € ; Jacques BRUNET : 50 € ; Michael PECOT : 50 € ; un lecteur de Paris : 50 € ; Bernard THIBAULT : 50 € ; Charles BERGEON : 10 € ; Philippe DUBOIS : 20 € ; un lecteur d'Aix en Provence : 20 € ; un lecteur de Senlis : 40 € ; Jacques SAPIR : 50 € ; Maria VILLELA-PETIT : 35 € ; André-Yann PETIT : 30 € ; Jean MATHIEU : 50 € ; Gérard BELLEBEAU : 30 € ; un lecteur de Cannes : 100 € ; Anicet LE PORS : 100 € ; un lecteur du Portugal : 20 € ; Jean-Louis DHORNE : 40 € ; Jean DAUBERGNE : 25 € ; Raoul GAILLARD : 30 € ; Bernard BOURDIN : 20 € ; Michel SOULIER : 50 € ; Etienne HAREL : 25 € ; Jean-Marie DILIGENT : 50 €.

Total de cette liste : 4 180 €

À l'automne 2017, en Espagne, a commencé une confrontation entre la Généralité de Catalogne et l'État central. Le conflit menace-t-il vraiment l'unité du pays ? Comment le projet sécessionniste s'impose-t-il à la moitié des Catalans ? Sommes-nous à l'aube d'une balkanisation de l'Europe ?

Le nouvel ouvrage de Christophe Barret est disponible au prix de 18 € (franco de port), sur notre site (http://nouvelle-action-royaliste.fr) **ou sur simple demande adressée, par courrier, à nos bureaux.**

Mercredis de la NAR

 # 6 juin
Natacha Polony
« Changer la vie »

 # 13 juin
Jean-Robert Raviot
« Poutine IV : quelle philosophie du pouvoir ? »

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : .....

Date de naissance : ..... Adresse électronique : .....

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Rédacteur en chef
Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

L'homme fragile

Depuis Saint-Pétersbourg, Emmanuel Macron a adressé un message de fermeté aux grévistes de la SNCF et aux manifestants qui défient son autorité. Aucun désordre n'arrêtera l'homme qui a « mis fin à l'impuissance française » ! En ce cas, pourquoi convoquer BFM TV à la veille d'une manifestation des oppositions de gauche, au mépris de la règle qui enjoint au chef de l'État en visite à l'étranger de ne pas évoquer les problèmes français ? Et pourquoi s'exprimer une nouvelle fois comme un Premier ministre en charge de la politique de la nation et confronté à des difficultés dans le maintien de l'ordre public ?

Ces menues inconséquences sont relevées comme indices de contradictions fondamentales. Ce sont bien entendu les réformes ultralibérales mises en chantier qui provoquent les mouvements de révolte et les violences. Emmanuel Macron est trop intelligent pour ne pas s'en rendre compte. Mais il a la faiblesse de croire qu'il pourra « gérer » efficacement le désordre jusqu'au retour au calme – le calme des matins heureux d'un pays transformé en une petite Californie. Plus de trente ans d'expérience montrent que les « réformes », en France et chez nos voisins, meurtrissent et désespèrent des citoyens qui rejettent de plus en plus durement la caste dirigeante. Une accélération et un durcissement de la politique ultralibérale ne reconciliera pas le peuple et la « gouvernance » - bien au contraire.

Dans cette logique de guerre sociale, la stratégie présidentielle est rationnelle. Le pouvoir politique est aujourd'hui un bloc qui dispose de tous les moyens de l'Etat, du soutien des puissances financières et de l'appui des principaux médias. Les oppositions politiques représentées par la France insoumise et le Front national sont inconciliables, les syndicats ne peuvent pas paralyser le pays, la révolte étudiante se réduit aux blocages opérés par des minorités incohérentes et saccageuses, la « marée populaire » du 26 mai, d'ampleur modeste, est composée d'éléments trop divers ou contradictoires pour avoir une unité d'intention et d'orientation… Emmanuel Macron parie sans doute sur le découragement de ses adversaires mais il n'y aurait alors qu'un calme résigné, à l'opposé des bonheurs promis aux individus dynamiques de la « *start up* nation ».

Rien n'est joué cependant, car c'est le système macronien de maîtrise qui risque de se mettre lui-même en échec. Il est déjà évident qu'Emmanuel Macron est le jouet des évolutions de la politique internationale et de la dislocation de l'Union européenne, faute de vouloir reprendre les moyens de la souveraineté. On commence aussi à voir apparaître les conséquences de l'extrême concentration du pouvoir à l'Élysée. Selon la logique du quinquennat, le Premier ministre est réduit au rang de chef de cabinet mais les principaux ministres, qui pouvaient jouer un rôle politique au temps de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, sont cantonnés dans les tâches subalternes de la gestion au jour le jour et de la propagande officielle.

Campé en super Premier ministre, Emmanuel Macron et une petite équipe de conseillers assurent le lancement et la promotion des « réformes » conçues par divers services : on s'occupe du code du Travail, de la fiscalité, de la SNCF, des banlieues, de la fonction publique, des institutions, des retraites… Entre un voyage aux États-Unis et un autre en Russie – qui supposent normalement beaucoup de préparation et une forte concentration intellectuelle – l'homme à tout faire de l'Élysée multiplie les visites thématiques et additionne d'interminables allocutions. Ce rythme effréné affecte gravement la résistance physique et nerveuse des conseillers de la présidence et, à Matignon, les secrétaires se plaignent ouvertement d'être maltraités.

Telles sont les premières limites d'une conduite personnelle des affaires publiques conçue à la manière dont on lance les activités d'une *start up*. D'autres tiennent à la faiblesse numérique des groupes socio-politiques qui appuient de manière conditionnelle un homme fragile. Emmanuel Macron a la fragilité d'un surdoué qui se prend pour un surhomme. Il a oublié que l'exercice solitaire du pouvoir concentre inévitablement sur un seul personnage tous les ressentiments et toutes les colères. Qu'il ne se plaigne pas d'être brûlé en effigie.

Bertrand RENOUVIN